

La société civile à l'épreuve de la démocratie

■ Les journalistes tunisiens de la radio de jeunes pendant leur réunion du matin

Entre juin 2011 et juin 2012 l'UE a débloqué près de € 6.500.000 pour appuyer la société civile tunisienne dans le but de concrétiser la transition démocratique et diffuser la culture des droits de l'homme. Notre journaliste a rencontré les bloggeurs, les journalistes, les acteurs de cette transition. Voici leur témoignage.

www.enpi-info.eu

Reportage de : **EU / Neighbourhood Info Centre**

Photos de : **EPA © EU / Neighbourhood Info Centre**

TUNIS - Quelques jours avant la révolution du 14 janvier 2011, le jeune tunisien Sofien Belhaj croupissait dans les geôles du ministère de l'Intérieur de son pays. Son seul crime était d'avoir défié le pouvoir en place en communiquant, à travers son ordinateur avec ses compatriotes et le monde entier pour dénoncer la dictature. Il a osé dire tout haut, depuis son blog, ce que beaucoup pensaient tout bas. Le parcours de ce jeune blogueur est révélateur d'un état d'âme d'une jeunesse avide de changement et de volonté de vivre sa vie autrement. Qui aurait pu imaginer qu'un groupe de jeunes aient pu contribuer à faire chanceler et vaciller l'un des régimes les plus despotes des pays arabes ?

« I have a dream : Tunisie démocratique »

Sofien – qui fait partie aujourd'hui de l'Association Bloggeurs Tunisiens, appuyé par l'Union européenne - raconte son expérience : "Au début nous étions un groupe de jeunes qui avaient décidé en Belgique d'entamer une opération d'évaluation et de critiques de l'activité gouvernementale, mais par la suite j'ai décidé de repartir en créant mon propre espace sur Facebook «I have a dream : Tunisie démocratique». Il choisit comme nom d'emprunt « Hamadi Kaloutcha ». Pourquoi justement ce nom et prénom? Sofiene explique : "Je ne pouvais pas dévoiler mon identité pour les raisons que vous connaissez, alors j'ai choisi le prénom Hamadi parce qu'il est commun. Le nom de Kaloutcha, c'est celui d'un pêcheur du côté de Radès (10 km de Tunis), connu pour son franc-parler et sa bravoure. J'ai voulu "démolir" l'approche gouvernementale de la démocratie par l'argumentation. Il était difficile de travailler à visage découvert avant le 14 janvier 2011. Le gouvernement a été très sensible à la publication dans mon blog des révélations de Wikileaks sur la Tunisie. L'impact était grand par référence au nombre de visites. La police a pu m'identifier le 5 janvier 2011 et m'arrêter le lendemain. Elle a confisqué tout mon matériel et tous mes documents. C'était un coup dur pour moi ».

Cette publication ne représente pas l'opinion officielle de la CE ou les institutions de l'UE. La CE n'assume aucune responsabilité quelle qu'elle soit quant à son contenu.



EU Neighbourhood Info Centre Reportage no. 82

Ceci est une série de reportages sur les projets financés par l'EU, élaborée par des journalistes et des photographes sur le terrain ou par l'EU Neighbourhood Info Centre.
© 2012 EU Neighbourhood Info Centre

■ Le blogueur Sofien Belhaj

« Il est remarquable que l'UE ait pu financer des actions rétroactivement, ou mobiliser des importantes quantité d'argent de façon si rapide, ou encore changer les règles pour permettre à différents sujets politique de participer pleinement à la vie politique et sociale du pays »



Renforcement de la transparence dans le domaine électoral

L'Association Tunisienne pour l'éveil démocratique a rencontré des difficultés aux premiers jours de la révolution et a pu contribuer à sa manière et avec des moyens limités, au renforcement de la transparence dans le domaine électoral. Cette association fut créée dès le début de la révolution du 14 janvier, par un groupe de bénévoles. Aujourd'hui elle bénéficie d'un soutien financier de l'Union européenne. Son objectif, comme l'explique son président, Rafik Halouani, était de «concrétiser la transition démocratique et la diffusion de la culture des droits de l'homme, ainsi que des libertés fondamentales» et il ajoute : «L'un des plus grands succès de l'association est la mise en place du réseau Mourakiboun (observateurs) pour l'observation des élections de l'Assemblée constituante du 23 octobre 2011. Nous avons pu former et déployer 4000 observateurs. Il faut préciser que sans l'appui de l'UE qui, je le dis, ne s'immisce pas dans les projets, nous n'aurions pas pu obtenir ces résultats».

ployer 4000 observateurs. Il faut préciser que sans l'appui de l'UE qui, je le dis, ne s'immisce pas dans les projets, nous n'aurions pas pu obtenir ces résultats».

Deux époques, avant et après la révolution

L'appui de l'UE à la société civile en Tunisie date de plusieurs années, avant même le déclenchement de la révolution. M. Michel Mouchiroud, responsable de gestion des projets société civile à la délégation européenne à Tunis, explique l'évolution du processus: «L'appui de l'UE à la société civile en Tunisie peut se caractériser en deux époques, avant et après la révolution. Avant la révolution on peut dire que le processus était bloqué. On se limitait à quelques actions dans le domaine du monde rural et des zones reculées de la Tunisie. En 2010 on disposait de plus de fonds. Nous avons pensé travailler sur la jeunesse et la recherche, mais la révolution a tout changé ». Comme l'UE disposait de mécanismes souples, des fonds pour accompagner la transition ont été mobilisés. Le secteur des droits de l'homme a été identifié pour appuyer les acteurs clefs et asseoir les acquis de la révolution. « Un de nos objectifs est de dynamiser la vie politique et d'accompagner la réforme politique - continue M. Mouchiroud - notamment en aidant la Ligue tunisienne des droits de l'homme à mettre en place ses sections. Nous aidons également le Syndicat national des journalistes tunisiens à reprendre son rôle phare dans le domaine médiatique à travers des formations en déontologie. Nous avons appuyé une quarantaine d'associations émergentes, directement et indirectement. Je peux citer à titre d'exemple les associations qui ont travaillé sur l'observation démocratique des élections, l'association des blogueurs tunisiens (ABT) ou le Forum Tunisien des Droits Economiques et Sociaux, que nous appuyons à travers la Fondation Euro-Méditerranéenne pour les Droits de l'Homme. Nous les accompagnons dans le but de tracer une visibilité pour le citoyen.». Et il termine : « Nous avons du être extrêmement flexibles dans nos approches et notre travail avec des partenaires qui parfois n'avaient aucune expérience dans la gestion de projets.»

« nous avons du être extrêmement flexibles dans nos approches et notre travail avec des partenaires qui parfois n'avaient aucune expérience dans la gestion de projets »



■ Ouerghi Awatef, un journaliste de la radio de jeunes au travail



■ Meher Ferchichi, un journaliste de la radio de jeunes au travail



■ La journaliste Hende Askri pendant sa transmission quotidienne

Le respect des droits de l'Homme «par tous» et «pour tous»

La Fondation euro-méditerranéenne de soutien aux défenseurs des droits de l'homme FEMDH, basée à Tunis, a joué un rôle fondamental dans l'appui à la société civile. Créée en 2004, la Fondation contribue au respect et à la promotion des lignes directrices de l'Union européenne et de la déclaration des Nations Unies sur les défenseurs des droits de l'homme, adoptée en 1998. « Notre vision est basée sur le principe du respect des droits de l'homme «par tous» et «pour tous» dans plusieurs domaines – explique M. Ramy Salhi, responsable régional de la FEMDH - Je cite entre autres, la lutte contre l'impunité, les droits de la femme, la citoyenneté et les élections, le droit des migrants et des réfugiés, les droits économiques, sociaux et culturels... ». Avant la révolution, continue M. Salhi, les menaces contre

■ Rafik Halouani avec son équipe



les libertés étaient réelles, ce qui a contraint l'Association d'agir dans des conditions difficiles pour accompagner les défenseurs des droits de l'homme. Après, la situation a changé, les menaces n'existaient plus. Mais il fallait faire vite pour soutenir la vague du changement... "Nous avons été obligés d'établir des plans d'action dans des délais très courts, pour pouvoir accorder aux jeunes associations des financements imprévus préalablement » dit-il. « Il est remarquable que l'UE ait pu financer des actions rétroactivement, ou mobiliser des importantes quantités d'argent de façon si rapide, ou encore changer les règles pour permettre à différents sujets politiques de participer pleinement à la vie politique et sociale du pays... ». Aujourd'hui, la situation a encore changé. « Nous avons donc réadapté notre politique – il continue – dans le but d'accompagner les nouvelles associations par l'écoute, le coaching et l'encadrement personnalisé en matière de gestion organisationnelle et gestion de projets ». Durant la période de juin 2011 à juin 2012, la FEMDH a octroyé des appuis au démarrage de 16 associations pour un montant de 350.000 euros (environ 700.000 dinars tunisiens). L'activité de la société civile en Tunisie est plus que jamais prospère. Elle est devenue un acteur incontournable de la vie politique, mais aussi un contrepoids de taille à même de créer une nouvelle dynamique post-révolutionnaire.

« Avant la révolution on peut dire que le processus d'appui de l'UE à la société civile était bloqué. Après, tout a changé »

Le développement de la société civile après le Printemps Arabe : l'appui de l'UE

Après la révolution, l'attente de la société tunisienne de voir se concrétiser l'appui européen était assez forte. L'UE a donc procédé pour appuyer des organisations émergentes tunisiennes, soit directement en ouvrant l'éligibilité des appels à propositions à toute association sans nécessité d'ancienneté, en 2011, soit à travers les subventions en cascades à de plus petites organisations, qui étaient données par les partenaires tunisiens de l'UE dans le cadre des projets en cours. Entre juin 2011 et juin 2012 l'UE a débloqué près de € 6.500.000 pour appuyer la société civile tunisienne, dans le but de concrétiser la transition démocratique et diffuser la culture des droits de l'homme

Voici une liste des projets soutenus aujourd'hui par la Commission Européenne :

1. [Tous les tunisiens aux urnes \(Dprods\)](#)
2. [Observation des élections \(LTDH\)](#)
3. [Restructuration de la LTDH](#)
4. [Renforcement des GDA à Tozeur \(AID\)](#)
5. [Mise en valeur des sites archéologiques de l'empire romain \(ArcHeritage\)](#)
6. [Vers une transparence du processus électoral \(ATED\)](#)
7. [Promotion de l'égalité à travers le renforcement de la société civile \(CIDEAL\)](#)
8. [Renforcement des capacités locales \(CISS\)](#)
9. [Développement Durable, anciennes oasis du Nefzaoua \(COSPE\)](#)
10. [Soutien à la démocratisation en Tunisie \(DRI\)](#)
11. [Drouce - Droits sociaux et citoyenneté \(iMed\)](#)
12. [Soutenir les médias démocratiques en Tunisie \(DW-Akademie\)](#)
13. [ARCA - Renforcement des Capacités Associatives \(GIZ\)](#)
14. [Renforcement des défenseurs et des acteurs de la société civile tunisienne \(FEMDH\)](#)
15. [GODEM – Gestion Optimisée de Déchets en Méditerranée \(IBGE\)](#)
16. [Independent Human Rights Defenders in Tunisia \(INDEX on Censorship\)](#)
17. [Projet de renforcement du SNJT \(PANOS Paris\)](#)
18. [Appui aux partis politiques \(Fondation Konrad Adenauer\)](#)
19. [Une transition démocratique sensible au genre en Tunisie \(AFTURD – ONU Femmes\)](#)
20. [Décryptages : du droit d'informer au droit d'être informé \(RFI\)](#)
21. [Renforcer la place des jeunes dans le débat démocratique à travers les médias \(Search for Common Ground\)](#)
22. [Renforcement des capacités de l'UTAP](#)
23. [Festival International du Film des DH de Tunis –Thala \(Alliance\)](#)

Pour en savoir plus :

Coordination pour l'appui à la société civile tunisienne

http://eeas.europa.eu/delegations/tunisia/projects/overview/civil_society_fr.htm

Developing Civil Society after the 'Arab Spring': Lessons Learned from the EU Delegation in Tunisia

<http://capacity4dev.ec.europa.eu/article/developing-civil-society-after-%E2%80%98arab-spring%E2%80%99-lessons-learned-eu-delegation-tunisia>

EU Neighbourhood Info Centre fiche thématique : Société Civile et autorités locales

http://www.enpi-info.eu/thememed.php?subject=14&lang_id=469